

AI INDEX: AFR 31/02/00F
17 May 2000

Mission à Abidjan du secrétaire général d'Amnesty International

Le secrétaire général d'Amnesty International, M. Pierre Sané arrive demain, jeudi 18 mai, en Côte d'Ivoire pour une mission de trois jours. Il va rencontrer les autorités ivoiriennes et notamment le Chef de l'Etat, le général Robert Gueï ainsi que les responsables de plusieurs partis politiques ivoiriens et les représentants de la société civile afin d'évoquer la situation des droits humains dans ce pays. La délégation d'Amnesty International, conduite par Pierre Sané sera composée de Me Cheikné Lagdaf, président de la Section malienne d'Amnesty International et de M. Salvatore Saguès, membre du Programme Afrique du Secrétariat international d'Amnesty International.

Depuis des années, Amnesty International suit de près la situation des droits humains en Côte d'Ivoire. Elle a notamment protesté à plusieurs reprises contre l'utilisation de la loi dite "anti-casseurs" qui a conduit en prison notamment des militants du RDR et du Front populaire ivoirien (FPI). Amnesty International a dénoncé, à plusieurs reprises, cette loi et a publiquement demandé que toutes les personnes, arrêtées aux termes de cette loi, soient libérées de manière immédiate et inconditionnelle. Cette loi vient d'être abrogée par le Chef de l'Etat et Amnesty International salue cette décision.

En janvier 2000, au lendemain de l'arrivée du Général Gueï au pouvoir, M. Pierre Sané avait envoyé une lettre ouverte au nouveau Chef de l'Etat dans laquelle il précisait qu'Amnesty International ne prend parti pour aucun type de gouvernement mais qu'elle insiste auprès des autorités pour que les droits humains soient respectés partout dans le monde. M. Sané faisait également part de l'inquiétude de notre organisation au sujet de la détention sans charge de certaines

personnalités liées à l'ancien président Henri Konan Bédié. Ces personnes ont été libérées peu après et Amnesty International s'en félicite.

Toutefois, il demeure quelques points d'inquiétude notamment au sujet d'exactions commises par des éléments des forces de sécurité contre des journalistes et des membres de la famille de l'ancien président Henri Konan Bédié.

Amnesty International s'inquiète également du nombre croissant d'exécutions extrajudiciaires commises par les militaires sur des supposés criminels.

Alors que les citoyens ivoiriens s'appretent à se prononcer en Juillet prochain sur un nouveau projet de constitution, le secrétaire général d'Amnesty International vient rencontrer les autorités ivoiriennes dont le chef de l'état et les responsables politiques ivoiriens de tous bords afin que la cause des droits humains progresse radicalement dans ce pays.

Une conférence de presse sera tenue à l'hotel Sofitel plateau à l'issue de la mission.

Pour de plus amples informations prière contacter Mr William ATEBY au siege de la section Ivoirienne d'Amnesty International (Tel 225 22 48 62 20).